

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'YONNE

ARRÊTÉ

1ère Division

2ème Bureau

portant autorisation d'installer et d'exploiter
un élevage de salmonidés.

établissements dangereux,
insalubres ou incommodes,
2ème Classe

LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT DE L'YONNE
Officier de la Légion d'Honneur

31.53

- VU la pétition en date du 22 mars 1959 présentée par M. François BREUILLET, domicilié 20, rue St-Jacques, à JOIGNY, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'installer et d'exploiter au Moulin de Saint-Romain le Preux, commune de Sépeaux, un élevage de salmonidés dont la production annuelle sera supérieure à 10.000 poissons ; cet établissement utilisera en dérivation l'eau courante du Vrin ;
- VU les plans joints à la demande ;
- VU les propositions du service d'inspection des établissements classés en date du 25 mars 1959 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1959 prescrivant l'ouverture d'une enquête sur la demande ci-dessus ;
- VU les certificats constatant la publicité donnée à ladite enquête ;
- VU les pièces de l'enquête à laquelle il a été procédé dans la commune de SEPEAUX du 28 mai 1959 au 12 Juin 1959 inclusivement ;
- VU l'avis de l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées (Services Hydraulique) ;
- VU l'avis du Conservateur des Eaux et Forêts en date des 31 Juillet - 8 Août 1959 ;
- VU l'avis de l'Inspecteur départemental des Lois Sociales en Agriculture en date du 2 avril 1959 ;
- VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène en date du 24 Juillet 1959 ;
- VU les lois des 19 décembre 1917 et 20 avril 1932 et le décret du 17 décembre 1918 ;
- VU les décrets qui rangent ce genre d'industrie dans la 2ème classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;
- VU la loi du 15 février 1902 ;

CONSIDERANT que la demande a été soumise aux formalités réglementaires

.../...

dy 36336

CONSIDERANT que les réclamations formulées au cours de l'enquête de commodo et incommodo par les habitants de SEPEAUX ne constituent pas une opposition à l'installation envisagée mais plutôt une protestation contre les inconvénients qui pourraient résulter du fonctionnement de l'établissement en ce qui concerne la pollution des eaux, les odeurs nauséabondes, la pullulation des mouches et l'abaissement du niveau d'eau du lavoir ;

VU le mémoire en réponse du pétitionnaire ;

CONSIDERANT que ce dernier paraît pouvoir se livrer au libre exercice de son industrie sans inconvénient sérieux pour le voisinage, à la condition d'observer les prescriptions ci-après spécifiées :

A R R E T E :

ARTICLE Ier - M. François BREUILLET, domicilié 20 rue St-Jacques à JOIGNY, est autorisé à installer et à exploiter un élevage de salmonidés, dont la production annuelle sera supérieure à 10.000 truites, situé au Moulin de St-Romain-le-Pieux, commune de SEPEAUX, à charge par lui de se conformer aux conditions suivantes :

- 1°) L'élevage sera installé conformément aux plans joints à la demande.
- 2°) Il sera pourvu d'une chambre froide destinée à la conservation de la viande et des autres aliments.
- 3°) Une salle spéciale sera affectée à la préparation de la viande et des autres aliments.
- 4°) L'ensemble des locaux sera construit en matériaux durs, incombustibles et imputrescibles.
- 5°) Le sol des locaux sera imperméable avec une pente suffisante pour assurer un écoulement facile ; les murs seront lisses et imperméables sur toute la hauteur susceptible d'être souillée par les denrées ou produits manipulés.
- 6°) L'élevage sera pourvu de récipients étanches et hermétiques destinés à recevoir tous les déchets non utilisables pour l'alimentation des poissons.
- 7°) Toutes les précautions nécessaires seront prises pour éviter la pullulation des mouches.
- 8°) Les locaux seront tenus en parfait état de propreté ; la salle visée au 3ème alinéa sera bien ventilée.
- 9°) Les eaux résiduelles seront évacuées conformément aux prescriptions de l'instruction de M. le Ministre du Commerce en date du 6 Juin 1953 relative à l'évacuation des eaux résiduelles des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

.../...

- 3

10*) Toutes mesures seront prises en ce qui concerne la vidange des bassins en vue d'éviter la pollution des eaux du Vrin (aménagement de bassins de décantation ou pose de grilles très fines destinées à éviter le déversement de matières putrescibles dans le ruisseau). Le nettoyage de ces bassins sera effectué par brossage énergétique des parois.

11*) L'installation d'une verminière est rigoureusement interdite.

ARTICLE 2 - Les conditions ainsi fixées ne peuvent en aucun cas, ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre 11 du Code du Travail et les décrets réglementaires pris en exécution dudit livre, dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

ARTICLE 3 - Le permissionnaire sera tenu, en outre, de prendre toutes les précautions nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sûreté publiques et de se conformer, dans le même but, à toutes les mesures de précaution et autres dispositions que l'Administration jugerait utile de lui prescrire par la suite.

ARTICLE 4 - Il est expressément défendu de donner aucune extension à l'établissement, objet du présent arrêté, avant d'en avoir obtenu l'autorisation.

ARTICLE 5 - Faute par le permissionnaire de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui pourraient lui être imposées par la suite, la présente permission sera considérée comme nulle et non avenue.

ARTICLE 6 - La présente permission cessera d'avoir son effet dans le cas où il s'écoulerait, à compter du jour de sa notification, un délai de deux ans avant que l'établissement ait été mis en activité ou si son exploitation était interrompue pendant deux années consécutives, sauf dans le cas de force majeure.

ARTICLE 7 - En cas de cession de l'établissement, le successeur ou son représentant devra faire connaître à la Préfecture, dans le mois qui suivra la prise de possession, la date de cette cession, les nom, prénoms, et domicile du nouvel exploitant, s'il s'agit d'une société, sa raison sociale ou sa dénomination, son siège social, ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

Le titre d'autorisation sera remis au nouvel exploitant.

ARTICLE 8 - La dite autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers tous moyens et voies de droit étant expressément réservés au profit de ces derniers, pour les dommages que pourrait leur causer l'établissement dont il s'agit.

ARTICLE 9 - Expédition du présent arrêté sera déposée dans les archives de la commune de SEPEAUX et il devra en être donné communication, sans déplacement, à toute personne qui en fera la demande.

.../...

